


Quand les postures bassinent, ou pourquoi tout n'est pas binaire

 iaata.info/Quand-les-postures-bassinent-ou-pourquoi-tout-n-est-pas-binaire-5862.html

Analyse et Mémoire

Publié le 14 avril 2023

Ce texte fait suite à un autre texte qui circule suite à la manifestation du 25 mars à Sainte-Soline, et qui commet plusieurs erreurs d'appréciation par rapport aux collectifs et personnes qui ont été impliquées dans l'organisation et la « gestion » de cette journée. Encore une fois, le spectre de la ZAD vient y simplifier l'analyse, en se fondant sur des conflits et violences anciennes ou plus récentes qui, si elles ont été bien réelles, ne peuvent indéfiniment être mobilisées ou instrumentalisées pour essentialiser et dégommer des mouvements plus actuels qui tentent de les dépasser, et qui sont moins binaires qu'on ne voudrait.

Commençons par un bref retour historique, qui ne se veut pas exhaustif, mais qui prétend remettre quelques choses à leur place.

L'« Appelisme » et les traumatismes de la ZAD

Il était une fois un groupe d'étudiant-es parisien-nes, un peu situationnistes, un peu mao-spontex, un peu nostalgiques du temps où la nouvelle gauche faisait trembler l'État, les armes à la main. Ce groupuscule s'est choisi alors un nom sorti d'un imaginaire mystique, Tiquun, pour produire des textes verbeux, lyriques et passéistes, prophétisant le sabotage et l'insurrection armée [1], dont "L'Appel" qui donnera plus tard leur nom aux "ami-es" de ses auteur-es et aux amateur-ices de leurs écrits. On était alors en 2007. Pas un grand succès à l'époque, jusqu'à ce que le ministère de l'intérieur n'en décide autrement : au matin du 11 novembre 2008, « l'affaire Tarnac » s'ouvrit par une opération de communication tonitruante, au cours de laquelle des flics en cagoules vinrent arrêter quelques colocataires d'une ferme du Limousin, les accusant d'appartenir à une cellule terroriste. Une sombre histoire de trains. Un certain Alain Bauer, criminologue, aurait suggéré que les bouquins du Comité Invisible - projet littéraire qui a succédé à Tiquun - pourraient constituer un manuel à l'usage des terroristes. Lumières sur l'autonomie. Les généreux renseignements décidèrent alors de rebaptiser la nouvelle gauche en ultra-gauche, épouvantail qui servira bien souvent dans la décennie suivante à surveiller et tenter de détruire tout ce qui conteste l'autorité de l'État, que l'on porte un drapeau rouge, un drapeau noir, un drapeau rouge et noir, ou encore qu'on déteste tous les drapeaux. Et cela même au delà du fiasco judiciaire que deviendra l'affaire Tarnac, comme d'autres affaires d'association de malfaiteurs après elle.

Dans la même période, un autre appel que celui d'un comité jusqu'alors invisible, mais désormais bien audible, se fit entendre : celui à occuper la zone d'aménagement du futur aéroport de Notre Dame des Landes. En 2009 suite au camp action climat, puis en

2011 sous l'impulsion du collectif internationaliste Dissent, ainsi que de quelques personnes issues des réseaux No Borders et de la tradition des contre-sommets, une poignée de personnes organisa des réunions pour poser un camp anti G8-G20 à Notre-Dame-des-Landes, avec l'arrière-pensée qu'il pourrait bien devenir permanent. Précisions : ce projet n'avait rien à voir avec le Comité Invisible. Commença alors un exode de militant-es des centres-villes vers ce qui deviendra la ZAD, c'est à dire une zone d'occupation comprenant entre 200 et 300 habitant-es selon les périodes. La sauce avait prise et les services de renseignements commencèrent à s'agiter. Le nouveau gouvernement socialiste, et notamment son ministre de l'intérieur Manuel Valls, se mis alors en tête d'éliminer le kyste. Il était alors conseillé par son ami intime, le même Alain Bauer qui avait fait passer le Comité Invisible du statut de cercle de poètes disparus à celui de menace à la sûreté de l'État.

Dans le même temps aussi, en octobre 2010, une « maison de la grève » s'ouvrit à Rennes. Elle devint un bastion des luttes, qui tissa bientôt des liens avec les occupant-es de Notre-Dame-des-Landes. Des liens, ça veut dire que des individu-es s'associent ou se lient d'amitié avec d'autres individu-es, dans des rapports parfois intimes et souvent complexes qui n'ont rien à voir avec ce que des services de police voudraient voir comme des rapports de subordination au sein d'une organisation religieuse. La ZAD deviendra par ailleurs un écosystème extrêmement diversifié, imbriquant sur un même territoire des tendances de l'autonomie politique parfois aux antipodes les unes des autres, mais qui ne cesseront jamais d'associer des êtres humain-es, par delà les conflits et avec tout ce que ça comprend de relations non-binaires et changeantes dans le temps. Bref, il n'y a jamais rien eu d'homogène ni de définitif à la ZAD. D'ailleurs, le propre d'une TAZ est d'être temporaire, ce qui semble avoir échappé à celles et ceux qui ont refait leur vie à Notre-Dame-des-Landes...

Fin 2012, le mégalomane Manuel Valls lança l'opération César pour évacuer Notre-Dame-des-Landes. Ce fut un échec, les gendarmes se vautrèrent dans la boue et la répression multiplia par dix le soutien populaire aux occupant-es. Des collectifs de soutien se créèrent dans toute la France, initiant le vaste mouvement de convergences des luttes contre les « grands projets inutiles et imposés » et autres « luttes de territoires ». Le terme zadiste était né. Puis, dans un second temps, le festizad rassembla 30 000 personnes dans vingt centimètre de boue liquide. Ce fut à l'issue de cet événement que la ZAD vit s'installer de nouvelles-aux occupant-es, qui appartenaient moins aux cercles militants des centre-villes, et qui allaient investir l'Est de la zone, et notamment les pourtours de la nouvelle « route des chicanes »[2].

Dés le retrait des bidasses de la zone au printemps 2013, les conflits se cristallisèrent entre habitant-es, notamment sur le maintien ou le retrait des chicanes et barricades, puis sur l'élevage, l'usage des tracteurs ou la coupe des arbres, mais aussi suite à des agressions ou des violences diverses... Entre partisan-nes du compromis avec la paysannerie locale et anarco-primitivistes, entre militant-es de classe moyenne qui « parlent bien » et marginaux-ales qui rejettent leur pouvoir symbolique, entre grand-es stratèges et spontanéistes, etc., se dessina bientôt un centre et une marge au cœur

même de la ZAD. On dira plus tard que les lieux névralgiques de la ZAD furent occupés par les appelistes qui, au sein d'une avant-garde baptisée Comité pour le Maintien Des Occupations (clin d'œil au conseil pour le maintien des occupations de la Sorbonne créé par l'Internationale Situationniste en mai 1968), auraient monopolisé le pouvoir de décision par le truchement des Assemblées de mouvement. Au delà, un certain nombre de violences furent commises entre occupant-es de la ZAD, qui ne doivent pas être niées (ni pardonnées pour certaines), mais qui ne peuvent pas non plus être attribuées entièrement à une partie ou une autre. Dès 2013 les textes et anathèmes fusèrent d'ailleurs de parts et d'autres, fondés sur des faits autant que sur des rumeurs, et la ZAD devint rapidement le papier PH indiquant l'acidité au sein de nos milieux. Et les renseignements s'en sont certainement délectés plus d'une fois, profitant indubitablement des divisions pour organiser la revanche de l'État suite à la défaite de César...

Quand bien-même le Comité Invisible fit des émules sur toute la période 2012-2016, générant une sorte de fan-club grâce à l'intervention d'une égérie de la sphère radicale-bobo parisienne, Eric Hazan, qui a permis à ses livres de se diffuser largement, il est faux de prétendre que cette « fanzone » a un jour constitué un organe politique à proprement parler. On a donné bien trop d'importance à un épiphénomène qui ne s'est incarné que dans quelques personnages (masculins) plus médiatisés ou plus omniprésents, dont certains ont fait leurs armes sur la ZAD de NDDL, mais qui n'ont pas été pour autant dotés du pouvoir qu'on leur attribue. On pourrait éventuellement considérer qu'un micro « parti imaginaire » s'est organisé sur le fondement d'affinités politiques, notamment autour de la Maison de la Grève à Rennes, de l'EHESS, de l'ENS ou des Beaux-Arts de Paris lors de la sortie du best-seller « A nos amis » (2014), puis du CMDO de Notre-Dame-des-Landes, mais ça ne va pas beaucoup plus loin. S'il y a bien eu des tensions et violences entre ceux désigné-es comme "appelistes" et d'autres groupes autonomes, comme lors du camp antinucléaire de Bure (août 2015), de l'« apéro chez Valls » (9 avril 2016) ou de la ZAD tout au long de son histoire [3], identifier un véritable courant politique derrière quelques soixante individu-es réparti-es sur tout le pays reste une gageure. Sans compter que comme tout groupe humain, les amitiés et alliances se sont faites et défaits au cours de la décennie suivante : autant dire que toutes les cohabitations ne se sont pas bien passées... [4]

Que demeure-t-il alors réellement de l'imaginaire "appeliste" au delà des feux d'artifices de Frankfort en 2015 ("blockupy" contre la Banque centrale européenne) et de la Loi Travail en 2016, de « génération ingouvernable » puis de la campagne de normalisation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes [5] ?

Retour sur Sainte-Soline : est manipulé-e qui le veut bien

Aujourd'hui, la génération Z (née entre 1997 et 2010, et arrivée en politique après l'état d'urgence de 2015) a pris le relais de la précédente, récupérant comme chaque génération les restes de ce qu'avait mis sur pieds la précédente (née entre 1984 et 1996, et arrivée en politique après l'état d'urgence de 2005). Parmi cette génération, qui

n'a connu les conflits de la ZAD que par procuration, beaucoup semblent en vouloir particulièrement aux "appelistes" au delà même du fait que leur existence en 2023 tient d'avantage du fantasme que de la réalité. En effet, ici ou là, on tombe régulièrement sur des commentaires, des textes ou des discussions publiques faisant de l'appelisme un sujet à part entière. Comment doit-on le comprendre ?

La réponse semble se situer quelque part entre la ZAD du Carnet (2020-2021) et les Soulèvements de la Terre. Et surtout, la réponse semble s'incarner dans deux hommes qui, en raison de leurs attitudes et pratiques, cristallisent beaucoup d'animosité. On ne les nommera pas, parce qu'il n'est pas pertinent de cibler des individu-es au regard de la répression d'État qui s'abat quotidiennement sur nous tous-tes : quoi qu'on pense d'eux, nous refusons d'aider la police dans son travail. Et quoi qu'il en soit, on sait qu'après avoir vécu une décennie sur la ZAD puis tenté d'imposer leur stratégie au Carnet, en vain, on retrouve désormais les deux larrons dans les réunions, derrière le mégaphone et devant les caméras pour porter la parole des Soulèvements de la Terre.

Qu'est-il reproché à ces personnes ? Selon les dires et les expériences vécues, on les accuse de se comporter en avant-garde et en stratèges, de forcer les décisions qui les arrangent, de tisser des liens par opportunisme, d'avoir une pensée tactique et utilitariste au dépend de l'éthique et de l'horizontalité, de monopoliser l'espace de parole et de ne pas écouter les autres, de jouer sur deux tableaux avec les réformistes et les radicaux, d'employer une rhétorique guerrière et d'envoyer au casse-pipe sans se préoccuper a posteriori des personnes blessées ou laissées sur le carreau, de ne pas inclure le soin et l'intersectionnalité dans leur logiciel politique, de se complaire dans des délires guerriers et de puissance, etc.

Si en effet tous ces reproches s'appliquent à nos deux tribuns, on peut comprendre qu'ils en exaspèrent plus d'un-e. Pour autant, peut-on décemment les accuser de diriger ou de manipuler des masses, au point d'avoir entraîné dans un piège les 30 000 participant-es à la manifestation de Sainte-Soline ? Des centaines voire des milliers d'anarchistes peuvent-ils prétendre sans honte avoir été mené-es en bateau par une poignée de personnes totalement identifiées et dépourvues de leviers d'endoctrinement ou de coercition ? Qui les a forcé à venir et à suivre la proposition d'action des Soulèvements de la Terre ? Qu'est-ce qu'ils attendaient d'autre qu'une répression féroce de la part des Autorités ? Et enfin, où est l'autonomie d'action dont iels se réclament à longueur de textes ?

La vérité, c'est que les milliers de personnes venues à Sainte-Soline pour ce 25 mars 2023 savaient ce qu'elles venaient y faire et ce qu'elles risquaient d'y trouver. La vérité, c'est aussi qu'un certain nombre « d'anti-appelistes » et d'anarchistes s'y sont rendu-es alors qu'ils n'adhéraient pas forcément aux modes d'organisation et d'action des Soulèvements de la Terre. Alors quoi ? Les Soulèvements peuvent-ils être réduits à une conspiration appelo-tiqquienne ? La réponse est non. Les Soulèvements de la Terre, c'est d'abord une alliance de nombreuses organisations comme la Confédération Paysanne ou Bassines Non Merci, que l'on peut difficilement qualifier d'appelistes sans

risquer d'être à la fois ridicule et méprisant-e. Enfin, si quelques personnes incarnant les Soulèvements de la Terre (porte-paroles) posent problème de par leurs attitudes et pratiques, c'est aux centaines de personnes qui ne les soutiennent pas de les destituer de leur position de pouvoir (réelle ou symbolique), au lieu de les écouter parler en silence avant l'action pour venir les attaquer ensuite dans des textes, en prenant pour prétexte la violence d'État. Si on ne se donne pas les moyens de dégager les personnes qui nous posent problème sans pour autant discréditer ou détruire tout le mouvement qui les abrite, c'est soit qu'on n'est pas si autonome que ça et qu'on s'accommode bien de leur leadership, soit qu'on se fout bien de maintenir vivant un mouvement d'écologie radicale capable de mettre 30 000 personnes dans un champs contre un projet nuisible.

Dans les faits, tout le monde a trouvé du sens à se rendre à Sainte-Soline pour tenter de saboter la maudite bassine, de la même manière que tout le monde avait trouvé du sens à "ramener sa pioche" en 2015 contre le labo d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure [6], sans qu'on puisse en attribuer l'orga à l'une ou l'autre des tendances de nos milieux.

En tout état de cause, toute personne est remplaçable sans que ça n'impacte tout un mouvement politique. Il faut juste s'en donner les moyens, et un texte publié sur les réseaux n'en est clairement pas un. Mais il semble hélas que ce soit devenu une coutume d'accompagner la répression d'État et de hurler avec la meute au lieu de mettre en œuvre par des actes concrets l'anti-autoritarisme dont on se réclame...

Résister et organiser le soin autonome sans fantasmer la guerre

Répétons-le : il est peu crédible que des activistes se rendent par centaines à une action de ce type sans savoir pertinemment le niveau de tension qui les attend, d'autant plus lorsqu'ils savent que le rassemblement est interdit et qu'ils s'y rendent avec des moyens de défense adaptés à une confrontation avec les forces de l'ordre. Il serait temps d'arrêter de jouer la surprise à chaque fois que l'État déploie son armada face à nos actions et manifestations. Il ne s'agit pas d'être fort-es en tant qu'individues, mais de se donner les moyens de résister collectivement à la violence de l'État. Et face à celle-ci, la solidarité est notre arme.

Puisqu'on parle d'arme, parlons de guerre. Il n'est plus un secret pour personne que l'État s'est continuellement militarisé depuis l'ère Sarkozy, en armant à la fois ses discours et ses forces de l'ordre. Et chaque attaque à main armée (on dit aussi "acte terroriste") a justifié davantage de mesures liberticides et de violences policières et judiciaires. Ce n'est plus seulement l'État qui ne tient que par sa police, mais aussi le capitalisme dans sa totalité. Et Macron arrive juste à point nommé pour achever le processus de transition du capitalisme vers le fascisme. Et il le fait en toute transparence, au point de répéter aussi souvent qu'il le peut que nous sommes en guerre. Il nous faut malheureusement prendre acte, car si l'État est en guerre, nous n'avons plus le choix de l'être nous aussi. Pour autant, quand on sait qu'on n'a ni le désir, ni le rapport de force suffisant pour mener une guerre symétrique ou

proportionnelle, il faut éviter de se laisser prendre au jeu des plans de batailles. Nous n'aurons jamais le rapport de force dans ce jeu viril. Ils ont pour eux la légitime violence, nous avons pour nous la légitime défense. Dans cette configuration, rien ne sert de "contribuer à la guerre en cours", il faut mieux penser des formes de résistances qui ne nous exposent pas à la férocité des forces de l'ordre. Et la résistance, ce n'est pas la guerre frontale : notre seule défense, c'est l'auto-défense populaire et le sabotage.

Le texte critique à l'encontre des Soulèvements de la Terre qui a circulé sous forme de brochure à la suite du 25 mars, affirme que rien n'a été fait pour prévenir de cette violence et qu'aucune information sur les armes n'a été transmise en amont de la manifestation. En plus d'être fausse, cette affirmation est blessante pour les personnes qui s'investissent à fond depuis plusieurs mois pour organiser au mieux le soin à l'attention des participant-es à la manifestation. Et qui, n'en déplaise, n'ont pour la plupart aucune affinité avec les écrits du Comité Invisible (CQFD). L'aliénation n'est pas forcément là où l'on pense...

Tout d'abord, il est utile de préciser qu'à la suite de la manifestation de Sainte-Soline du 30 octobre 2022, au cours de laquelle il y avait eu plusieurs blessé-es, l'équipe de soutien juridique des Soulèvements de la Terre a immédiatement pris contact avec d'autres collectifs contre la répression et les violences policières pour organiser à la fois le suivi des blessé-es de cette précédente action, mais également pour mettre sur pied une base autonome de soin pour la manifestation suivante. Au cours des mois qui ont précédé le 25 mars, de nombreux-ses personnes ont rejoint la « base arrière » censée apporter un soutien juridique, médical, psychologique et de prévention contre les violences sexistes et sexuelles. Au sein de cette base arrière, la majorité des personnes n'avaient aucune affiliation avec le collectif des Soulèvements de la Terre et provenaient d'horizons et de pratiques de luttes diverses. Des débats et désaccords ont pu prendre place à l'occasion des discussions de préparation du 25 mars, au cours desquelles le fait d'inclure des informations sur les armes n'a pas fait débat. Deux briefs en ligne devant 700 à 2000 personnes à moins d'une semaine de l'action ont d'ailleurs permis de transmettre des informations nécessaires pour se protéger de la répression et des armes. Enfin, juste avant le départ pour l'action, la difficulté à se réunir et le stress du moment n'ont pas permis de reproduire un brief exhaustif, mais une personne de l'équipe juridique a fait un brief complet au micro, incluant la question des armes et du soin devant plusieurs centaines de personnes présentes sur le campement éphémère.

Il est également important de noter que l'équipe juridique se retrouve à assumer le suivi des dizaines de blessé-es, avec le soutien de collectifs luttant contre les violences d'État, sans que les personnes décriées dans la brochure évoquée ici n'aie joué un rôle dans la mise en place spontanée de ces outils au service exclusif des personnes victimes de la répression. Par ailleurs, les avocat-es qui se sont rendus disponibles pour le suivi des personnes arrêtées ne sont pas affilié-es aux Soulèvements de la Terre, mais coopèrent habituellement (et non exclusivement) avec des legal teams et caisses antirep, dont un certain nombre sont réunies au sein du réseau Rajcol [7]. Comme les street medics, les legal teams sont avant tout un outil de l'autonomie, qu'on

ne peut assimiler ou rattacher à des groupes politiques sans risquer de faire les mêmes raccourcis que la police.

Nous ne sommes pas forcément tou-tes les Soulèvements de la Terre, mais les Soulèvements de la Terre nous appartiennent si nous en faisons le choix et si nous faisons l'effort d'apprendre de nos faiblesses et de nos erreurs, pour améliorer ses modes de fonctionnement, mais aussi pour maintenir un rapport de force face à l'État en ces temps de répression féroce.

Toute mon attention et ma solidarité va aux victimes des violences d'État et aux blessés de Sainte-Soline.

Prenons soin de nous.

Un anarchiste qui a contribué à la base arrière pour l'action de Sainte-Soline

1 - La chronologie des écrits dont il est question peut être trouvée ici :

<https://biblioweb.hypotheses.org/27309>

2 - Certain-es choisiront de les appeler « les arraché-es » dans un texte traitant du mépris de classe et publié en juillet 2013 : <https://zad.nadir.org/spip.php?article1798>

3 - La chronologie des événements de Notre-Dame-des-Landes est ici :

<https://zad.nadir.org/spip.php?article86&lang=fr>

4 - On parle ici des « appelistes », mais il serait intéressant aussi d'analyser les violences symboliques générées par d'autres tendances de la « gauche radicale », comme les anarchistes individualistes qui, pendant les deux décennies qui nous intéressent n'ont cessé de produire des textes et brochures chiant sur l'existant et sur à peu près toutes les expériences politiques menées par d'autres qu'elle-eux, pratiquant la délation et l'inquisition, voire la calomnie, sous couvert de « déconstruction » et d'anti-autoritarisme. Les nommer ici serait leur faire de la lumière.

5 - Négociation avec la préfecture, qui a accompagné l'attaque et le bombardement par les forces de l'ordre au printemps 2018, au cours duquel Maxime P. a eu la main arrachée par une grenade (entre autres blessé-es graves).

6 - <https://nocigeo.noblogs.org/files/2015/03/Ram%C3%A8ne-ta-pioche.pdf>

7 - <https://rajcollective.noblogs.org/>